

Nous restons dépositaires du message.



Article de Jean-Claude GUILLEBAUD
publié dans la revue LA VIE du 11 juin 2020

Quand des valeurs sont en péril, leur fragilité nous apparaît brusquement. On les croyait évidentes, banales, universelles ; les voici qui vacillent. On les imaginait devenues aussi pérennes que la hauteur d'une montagne ou le bleu du ciel ; et voici qu'elles peuvent s'effilocher, se dissoudre. Égalité, justice, liberté... Les époques inquiètes ont toutes éprouvé le besoin de refonder leurs croyances. C'est le cas aujourd'hui. Se ressouvenir des origines, revisiter une mémoire, la refonder, c'est la seule façon de comprendre qu'aucune des valeurs qui furent réinscrites, en 1948, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ne va de soi. Toutes sont le fruit d'un combat, d'une volonté.

Or, il se trouve que l'apparition et le triomphe progressif de ces valeurs aujourd'hui universelles sont inséparables du judéo-christianisme. C'est ainsi. Pas d'idée de progrès historique – simple laïcisation du concept d'espérance – sans l'influence du prophétisme juif. Pas de concept d'égalité entre les hommes sans intervention du monothéisme judéo-chrétien. Pas de naissance de la libre « personne », au sens moderne du terme, sans les réflexions de saint Augustin, dans la postérité duquel René Descartes lui-même s'inscrit.

A ce stade, il faut conjurer un possible malentendu. Reconnaître cette irrécusable filiation judéo-chrétienne, ce n'est pas réclamer, pour le judaïsme ou le christianisme, je ne sais quel droit d'antériorité, ou privilège possessif. Ce n'est pas non plus mettre en péril l'idée – nécessaire – de laïcité. A bien réfléchir, c'est même le contraire. Et cela, pour deux raisons au moins.

D'abord, si le message biblique a bien joué un rôle fondateur, l'Église en tant qu'institution ne lui a pas été toujours fidèle. Il y eu des époques dans l'histoire occidentale durant lesquelles le message fut transmis en dehors de l'institution, voire contre elle – songeons, de Jean de la Croix à Thérèse d'Avila, aux grands dissidents chrétiens. Ensuite, ces valeurs, dont l'origine lointaine est incontestablement judéo-chrétienne, ont été depuis longtemps laïcisées. Elles ne sont plus « propriété » des chrétiens. Cette laïcisation a même pu s'effectuer, assez souvent, en opposition ouverte avec un cléricisme d'époque, trop lié au pouvoir temporel, et infidèle au message évangélique. On pense, bien entendu, à l'époque des Lumières, ou encore au XIX^{ème} siècle, qui vit naître, en France, la république.

*Pas de concept d'égalité
entre les hommes
sans intervention
du monothéisme
judéo-chrétien*

Si on est tenté de poursuivre ce raisonnement, ajoutons que cette démarche refondatrice, loin d'exprimer un triomphalisme chrétien, constitue, pour les chrétiens, une source d'embarras, une « interpellation », comme on dit. Elle est inséparable, en effet, d'une question subversive : qu'avons-nous fait du message ? Qu'en faisons nous aujourd'hui ?

Je pense à l'égalité entre les humains en matière de droits et dignité. Cette idée eût semblé saugrenue à un Grec contemporain d'Aristote ou à un citoyen de l'Empire romain. Lorsque saint Paul articule cette « folie » dans l'Épître aux Galates (3, 28), il fait acte de subversion : « *Il n'y aura plus ni hommes ni femmes, ni Juifs ni Grecs, ni hommes libres ni esclaves, vous êtes tous un en Jésus-Christ.* »

Les dépositaires que nous sommes doivent veiller plus que jamais sur le message.